

PREFECTURE DE L'INDRE

Direction des actions interministérielles
Bureau de l'environnement et du cadre de vie
SB

ARRETE N° 97-E-1907 du 31 JUIL. 1997

**autorisant la Société Le Flockage à poursuivre et à étendre
l'exploitation de son usine de Fabrication de Flock
située à CHATEAUROUX**

LE PREFET de l'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

Vu l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des Installations Classées et en particulier les rubriques 129, 2330, 1111, 1180, 1510, 2910, 2920, 1131, 1611, 1630 ;

Vu la demande présentée par Monsieur le Directeur de la Société LE FLOCKAGE en vue de réactualiser la situation administrative de son établissement situé à CHATEAUROUX ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 23 juin 1997 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de la séance du 9 juillet

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

1997 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à Monsieur le Directeur de la Société LE FLOCKAGE, le 10 juillet 1997 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1 - AUTORISATION

La société LE FLOCKAGE dont le siège social est situé sur la ZAC BALSAN sur le territoire de la commune de CHATEAUROUX est autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de son usine de fabrication de flock située à la même adresse.

Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CHAMP DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités suivantes :

Rubrique	Activités	Classement
129	Effilochage et pulvérisation des chiffons	A
2330.1 ex 395	Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles, la quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant supérieure à 1 t/j (5 t/j)	A
1111.2C	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques . Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg (100 kg)	D
1180.1	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles . Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits	D
1510.2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des	D

	établissements recevant du public Le volume des entrepôts étant supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ (20 686 m ³)	
2910.2 A	<p>Combustion</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (8,2 MW)</p> <p>Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat</p>	D
2920.2b L	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa dans tous les autres cas supérieures à 50 kW, mais inférieures ou égales à 500 kW (81 kW)	D
1131 L	<p>Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques</p> <p>Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t (500 kg)</p>	NC
1811 L	Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50 % en poids d'acide, chlorhydrique à plus de 20 %, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 25 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride acétique, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	NC
1630 L	<p>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t</p>	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non classable

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1 Champ d'application :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations de l'établissement qu'elles soient ou non mentionnées dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

3.2 Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni ne peuvent être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

3.3 Modification des installations

Tout projet de modification, extension ou transformation des installations doit avant réalisation, être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Toute production nouvelle doit faire l'objet avant mise en oeuvre, d'une étude visant à réduire au maximum les rejets d'effluents liquides ou gazeux, à limiter la production de déchets, à améliorer leur concentration pour faciliter leur traitement ou leur destruction, à limiter les émissions de bruit et de vibrations ainsi que les risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels, de réfection des ateliers et des modifications de production, à diminuer au maximum les consommations d'énergie, de matières premières et d'eau de l'établissement.

3.4 Règles d'aménagement

Une clôture dissuasive est installée en périphérie de l'établissement.

Les voies de circulation internes à l'établissement doivent être aménagées de manière à permettre une évolution aisée des véhicules. En particulier, les rayons de courbures sont aménagés en conséquence.

Les aires de stationnement internes doivent être suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules, en particulier les véhicules assurant l'approvisionnement en produits bruts et l'évacuation des produits finis.

Les voies de circulation sont revêtues.

Les voies et aires de stationnement desservant les postes de chargement et de déchargement doivent être disposées de façon à ce que l'évacuation des véhicules se fasse en marche avant et que le nombre de manoeuvres soit limité.

3.5 Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant susceptible de développer des risques d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant et par la ou les personnes devant réaliser les travaux.

Dans le cas où des feux nus ou des points chauds risqueraient d'être mis en oeuvre, ces travaux ne pourront être effectués qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle par l'exploitant sont effectuées après toute intervention.

3.6 Consignes

L'exploitant établit sous sa responsabilité :

3.6.1 Consignes de sécurité :

- Des consignes écrites pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel concerné et affichées notamment au poste de garde.

- La formation sécurité de son personnel.

- Un plan d'intervention en cas de sinistre à l'intérieur de l'établissement. Ce plan devra définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspecteur des Installations Classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

3.6.2 Consignes d'exploitation :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes d'exploitation sont établies. Ces consignes doivent prévoir :

- le mode de fonctionnement des diverses unités de production.
- la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident susceptibles d'entraîner une pollution du milieu naturel.
- les mesures d'urgence à prendre ainsi que les noms et numéros de téléphone des personnes à prévenir, elles seront affichées bien en évidence dans l'usine.
- Personne ou organisme chargé de la vérification.
- Motif de la vérification : périodique ou suite à un incident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.

3.7 Hygiène et sécurité des travailleurs

L'exploitant devra se conformer aux dispositions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des salariés.

3.8 Signalement des incidents de fonctionnement

Les ateliers doivent être équipés d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines, arrêt des rejets d'eau,...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident.

Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

3.9 Nuisances accidentelles

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Il précise dans son rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

3.10 Réserves de matières consommables :

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, d'absorption, liquides inhibiteurs...

3.11 Installations électriques :

Les installations électriques seront maintenues en bon état.
Elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les installations électriques situées à l'intérieur des locaux présentant des risques d'incendie et d'explosion seront élaborées, réalisées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté

du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

ARTICLE 4 - REDUCTION DES NUISANCES

4.1 Prévention de la pollution de l'eau

4.1.1 Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau et en particulier celles relatives aux forages seront équipées d'un compteur volumétrique totalisateur fiable permettant de connaître les volumes d'eau prélevés journalièrement, mensuellement et annuellement sur chaque installation. Les relevés ainsi réalisés seront consignés sur un registre ou support spécialement prévu à cet effet et laissé à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

L'installation dispose d'un forage d'une profondeur de 40m qui sera régulièrement entretenu afin d'éviter, en particulier, toute pollution de la nappe.

L'installation est équipée deux pompes de prélèvement d'une capacité de 70m³/h.

Le prélèvement d'eau instantané en fonctionnement normal de l'installation ne dépassera pas 70 m³/h. Le prélèvement horaire moyen ne dépassera pas 50m³/h.

Le prélèvement quotidien sera limité à 1000 m³.

Les alimentations en eaux de l'établissement seront munies d'un dispositif destiné à éviter une pollution notamment à l'occasion de phénomène de retour d'eau. A cet effet, un disconnecteur à zone de pression réduite ou dispositif col de cygne sera installé sur les canalisations d'alimentation des eaux industrielles de l'établissement provenant des forages et de la ville.

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin d'assurer :

- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux souterraines
- le développement et la protection de la ressource en eau et plus généralement les dispositions des articles 2, 3, 5, 12, 22 et 30 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée.

4.1.2 Rejets

4.1.2.1 Prescriptions générales

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets d'eaux industrielles. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'établissement disposera de réseaux séparatifs permettant de collecter :

- les eaux non polluées (pluviales, eaux refroidissement, etc...) qui seront dirigées vers le milieu naturel par l'intermédiaire du réseau publique d'eaux pluviales.
- les eaux vannes (sanitaires, cuisines...) qui seront raccordées en direct au réseau eaux usées de la ville de CHATEAUROUX.

- les eaux industrielles de teinture, de nettoyage des machines, bains,...

Les éventuels rejets d'eaux industrielles au réseau eaux usées communal ne pourront être réalisés qu'après avoir fait l'objet d'une convention de rejet entre l'industriel, l'exploitant de la station d'épuration communale recevant les effluents et les autorités communales. Une copie de cette convention devra être adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Tout déversement d'eaux résiduaires, traitées ou non, est interdit dans une nappe souterraine.

Des produits incompatibles ne doivent pas être collectés dans une même canalisation.

Les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire à son minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur et à ses abords.

Ils sont facilement accessibles et en particulier aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

L'exploitant tient à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les points d'alimentation (eau potable, eaux souterraines...), le réseau de distribution, les dispositifs d'épuration et les rejets d'eaux de toutes origines. Il est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les modifications apportées à ce réseau doivent être portées à sa connaissance.

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement notamment par la réduction des débits rejetés et la collecte sélective des effluents en fonction de leurs caractéristiques.

Les réseaux de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués doivent être étanches et résister à la corrosion par les produits qu'ils sont susceptibles de véhiculer.

Les réseaux de collecte doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversements de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux usées ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après accident devra se conformer aux seuils de

rejets définis plus bas dans cet article.

4.1.2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales doivent être collectées dans un réseau de type séparatif. Elles sont acheminées jusqu'à l'Indre.

En cas de pollution de ces eaux, un système d'obturation manuel permet d'éviter le déversement dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales doivent respecter les normes de rejet suivantes :

- température inférieure à 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5

	Concentration seuil (en mg/l)
MES	35
DBO5	30
DCO	125
Azote global	30
Phosphore total	10
Hydrocarbures totaux	10

4.1.2.3 Eaux vannes et ménagères

Les eaux vannes et ménagères sont collectées séparément et acheminées vers le réseau public d'assainissement sans épuration préalable.

4.1.3 Stockage de produits liquides

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être maintenue vide, étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Sa conception est telle que toute fuite survenant sur le réservoir associé y soit repérée.

L'établissement est couvert par un dispositif formant rétention destiné à collecter et retenir la totalité des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie de l'établissement. En particulier, le réseau eaux pluviales est équipé à la sortie de l'établissement de vannes, barrages ou tout dispositif permettant en cas d'incendie de retenir l'ensemble des eaux provenant de cet établissement. Un dispositif équivalent est installé en sortie du bassin de rétention des eaux d'incendie avant rejet au réseau eaux usées de la ville de CHATEAUROUX. Ce dernier dispositif doit pouvoir, en cas d'incendie, retenir l'intégralité des eaux transitant par les réseaux de l'établissement (représentant une journée normale de production).

4.2 Rejets d'eaux industrielles

4.2.1 Prescriptions générales

Après utilisation, les effluents industriels seront collectés séparément suivant les dispositions de cet article et devront respecter les dispositions suivantes :

Dans les rejets, les polluants et les consommations d'eau doivent être limités au minimum techniquement possible grâce à la mise en oeuvre des meilleures technologies existantes.

La convention existante avec la ville de CHATEAUROUX sera actualisée dans un délai de six mois afin de tenir compte notamment des évolutions intervenues dans le process depuis la signature de la précédente convention. Une copie de cette convention sera adressée à l'inspection des installations classées.

4.2.2 Conditions de rejet

Les points de rejet vers le milieu naturel devront rester en nombre aussi réduit que possible, les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les points de prélèvement d'échantillons doivent être implantés dans des sections dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettent des interventions en toute sécurité.

Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Le raccordement du rejet des effluents de l'établissement au réseau municipal doit comporter en sortie de l'atelier

- Un dispositif destiné à permettre l'exécution de prélèvements d'eaux résiduelles.
- Un canal de comptage agréé par l'Agence de Bassin Loire Bretagne et la ville de CHATEAUROUX.
- Un dispositif d'obturation (vanne ou barrage) permettant très rapidement, en cas de pollution, de supprimer le déversement au réseau public et de retenir les effluents de l'établissement à l'intérieur du bassin de rétention. La capacité pouvant être ainsi retenue devra correspondre à au moins une journée de production.
- Un dispositif de comptage continu (débitmètre totalisateur) fiable permettant de consigner le débit journalier sur un support prévu à cet effet (registre ou enregistrement continu sur bande

.../...

papier asservie au comptage mis en place).

Le canal de comptage et les dispositifs d'obturation et de prélèvement sont maintenus constamment propres, en état de marche et accessibles par tout temps pour tout agent de la ville de CHATEAUROUX, de l'Agence de Bassin, des Services d'Incendie ou de toutes personnes pour prévenir une pollution ou réaliser d'éventuels contrôles ou prélèvements.

Le dispositif de comptage doit comporter toutes les protections (plombage) destinées à supprimer toute possibilité d'intervention susceptible de fausser le comptage des effluents réellement déversés dans le réseau municipal.

Les relevés (ou enregistrements) des volumes déversés sont conservés sur une période minimum de 3 ans et tenus à la dispositions du service d'assainissement de la ville de CHATEAUROUX et de l'Inspecteur des Installations Classées.

4.2.3 Normes de rejets

Avant rejet au réseau public, ces effluents devront respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- Débits :

* débit journalier moyen (jour ouvré) .	800 m ³ /j
* débit journalier maximum .	1500 m ³ /j

- Paramètres physico-chimiques :

* température maximale autorisée .	30 °C
* pH compris entre .	5,5 et 8,5
* potentiel d'oxydo-réduction (EH) supérieur à . (par rapport à l'électrode hydrogène normale)	+ 100 mV

- Flux polluants :

demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) avant décantation :

* flux journalier moyen (jour ouvré) .	100 kg/j
* flux journalier maximum .	230 kg/j
* concentration moyenne .	280 mg/l

demande chimique en oxygène (DCO) :

* flux journalier moyen (jour ouvré) .	600 kg/j
* flux journalier maximum .	1000 kg/j
* concentration moyenne .	1000 mg/l

matières en suspension (MES) :

* flux journalier moyen (jour ouvré) .	140 kg/j
* flux journalier maximum .	380 kg/j
* concentration moyenne .	220 mg/l

azote total (NTK)

* flux journalier moyen (jour ouvré) .	50 kg/j
* flux journalier maximum .	185 kg/j
* concentration moyenne .	75 mg/l

phosphore total (Pt)

* flux journalier moyen (jour ouvré) .	20 kg/j
* flux journalier maximum .	40 kg/j
* concentration moyenne .	25 mg/l

• Concentrations maximales autorisées pour les paramètres suivants :

* DBO ₅ avant décantation .	400 mg/l
* DCO avant décantation .	1500 mg/l
* matières en suspension .	600 mg/l
* azote total (NTK) .	150 mg/l
* phosphore total (P) .	50 mg/l

• Métaux lourds :

* zinc (Zn) .	1 mg/l
* cuivre (Cu) .	0,5 mg/l
* nickel (Ni) .	0,2 mg/l
* chrome (Cr) .	0,5 mg/l
* plomb (Pb) .	0,3 mg/l
* sélénium (Se) .	0,05 mg/l
* cadmium (Cd) .	0,01 mg/l
* mercure (Hg) .	0,01 mg/l
* total métaux lourds (Cr + Cu + Ni + Zn) .	2 mg/l

• Autres paramètres minéraux :

* chlorures totaux (Cl) .	700 mg/l
* fluor (F) .	15 mg/l
* cobalt (Co) .	2 mg/l
* étain (Sn) .	2 mg/l
* arsenic (As) .	1 mg/l
* sulfures (S) .	1 mg/l
* antimoine (Sb) .	0,2 mg/l
* chrome hexavalent (CrVI) .	0,1 mg/l
* cyanures (CN) .	0,1 mg/l
* argent (Ag) .	0,1 mg/l

• Autres paramètres organiques :

* huiles et graisses (SEC) .	150 mg/l
* hydrocarbures totaux NFT 90114 .	10 mg/l
* hydrocarbures totaux NFT 90202 .	5 mg/l

* détergents anioniques .	10 mg/l
* détergents cationiques .	3 mg/l
* phénols .	1 mg/l
* substances organochlorées (AOX) .	2 mg/l
* pesticides .	0,05 mg/l
* solvants chlorés volatils .	0,05 mg/l
* hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA) .	0,01 mg/l

L'ensemble de ces paramètres est analysé selon les normes AFNOR en vigueur.

Sous réserve que soit démontré l'absence d'impact sur la qualité du traitement des effluents urbains, la limite supérieure pour la valeur du pH pourra être, après accord de l'inspecteur des installations classées, relevée jusqu'à 9.

Les caractéristiques définies ci-dessus sont relatives à une utilisation maximale des installations de teinture. En cas de non utilisation de la totalité des installations, la quantité d'eau rejetée devra être réduite en conséquence.

4.2.3.1 Mesure

L'exploitant procède lui même à certains contrôles qui sont complétés par des analyses trimestrielles annuelles réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement ou par un laboratoire dont le choix aura été approuvé par l'Inspecteur des Installations Classées suivant les normes AFNOR sur un échantillon moyen représentatif du trimestre.

L'inspecteur des Installations Classées pourra demander lorsqu'il le jugera nécessaire tous contrôles inopinés ou non ainsi que l'analyse ou la recherche de paramètres de rejets particuliers, les résultats de ces contrôles lui seront transmis dès réception.

Les mesures suivantes sont réalisées en continu :

Débit

Les mesures suivantes sont réalisées de façon quotidienne sur échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit :

pH
DCO
D.B.O.5.
MES
NTK

- Mesures trimestrielles (réalisées par un organisme extérieur)

pH
MES
DCO
DBO₅
NTK
phosphore total

Sous réserve que les premières mesures démontrent l'absence de phosphore et que les produits

.../...

utilisés continuent à ne pas en contenir, l'exploitant pourra, après accord de l'inspecteur des installations classées se dispenser de cette mesure.

- Mesures annuelles (réalisées ar un organisme extérieur)

MES
DCO
DBO5
NTK
pH
eH
Zinc
Cuivre
Chrome trivalent
Chrome hexavalent
Nickel
Chlorures
Sulfures
Cyanures
Détergents anioniques
Détergents cationiques
Phénols

4.2.3.2 Information de l'inspection des installations classées

Les résultats des mesures journalières, hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles seront transmis chaque mois à l'Inspection des Installations Classées.

Les causes de non respects des seuil autorisés et les mesures prises pour y remédier devront être indiquées.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'établissement faisant apparaître les sources et la circulation des eaux de toutes origines.

4.3 Prévention de la pollution de l'air

4.3.1 Principes généraux

- Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

- Tout brûlage à l'air libre est interdit.

- Les abords de l'établissement sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, les dispositions suivantes doivent être prises pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées.

.../...

les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de boue ou de poussières sur les voies de circulation.

les surfaces susceptibles de l'être doivent être engazonnées.

- L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

4.3.2 Prescriptions particulières

4.3.2.1 Définitions

Le débit volumétrique des gaz résiduels est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs limites d'émission ci-dessous sont déterminées en masse par volume des gaz résiduels et sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal sec (mg/m^3).

4.3.2.2 Description des installations

Chaudière :

Débit vapeur : 8000 kg/h
Pression vapeur : 10 bars
Timbre : 15 bars
Combustible : gaz naturel
Puissance calorifique : 6700 kW
Surface de chauffe : 210 m²
Chaudière servant au chauffage des bains ainsi qu'à l'alimentation en vapeur de deux séchoirs.
Hauteur minimale de la cheminée : 14.2 m
Vitesse minimale d'éjection des gaz : 4 m/s

SECHOIRS

Séchoir n° 1 et 2 :

Combustible : Gaz naturel
Nombre de brûleurs : 2 (740 kW au total)
Puissance : 592 kW
Hauteur mini de la cheminée : 12 m

Séchoir n° 3 et 4 :

Ils utilisent de la vapeur par l'intermédiaire d'un échangeur et ne génèrent donc pas de rejets atmosphériques.

4.3.2.3 Valeur limite des rejets

Les émissions polluantes en fonctionnement normal au gaz naturel ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes avant dilution :

Oxydes d'azote	:	500 mg/Nm ³ (exprimés en NO ₂)
Oxydes de soufre	:	30 mg/Nm ³ (exprimées en SO ₂)
Poussières	:	50 mg/Nm ³

4.3.2.4 Surveillance des rejets

Chaque année l'exploitant doit adresser à l'Inspecteur des Installations Classées dans la première quinzaine de l'année suivante les résultats de la surveillance qui porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration
- le traitement des effluents atmosphériques
- les analyses réalisées au moins une fois par an par un organisme agréé, les paramètres analysés sont :

- . Poussières
- . Oxydes d'azote (exprimés en NO₂)
- . Oxydes de soufre (exprimés en SO₂)

Les débits massiques seront exprimés en kg/j ou en t/an.

Les teneurs en polluants seront exprimés en mg/Nm³ ramenés aux conditions normales de température et de pression.

Si les premières mesures réalisées démontrent la qualité de la combustion elle pourra à l'avenir continuer à être vérifiée par la simple mesure d'un indicateur secondaire de combustion (CO par exemple).

4.4 Prévention des bruits et vibrations

Les installations doivent être exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Tous les travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

Les véhicules de transport et les matériels de manutention utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la législation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc... gênant pour le voisinage est interdit sauf si l'utilisation exceptionnelle est réservée à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les prescriptions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en référence aux indications suivantes qui fixent les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Points de Contrôle	Type de zone	Niveaux limites en dBA		
		de jour 7 h à 20 h	Intermédiaires jours ouvrables 6/7 h - 20/ 22 h dimanches jours fériés 6/22 h	Nuit 22 h à 6 h
Tous points en limite de propriété	Zone à prédominance d'activités industrielles	65	60	55

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dBA, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés
- 3 dBA pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation doit rester inférieure aux limites fixées ci-dessus :

- En tous points de l'intérieur des locaux riverains habités par des tiers, que les fenêtres soient ou non fermées.
- Le cas échéant, en tous point des parties extérieures (cour, jardin terrasse, etc...) De ces mêmes locaux.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations classées pourra demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'établissement. Les résultats des mesures seront tenus à sa disposition.

4.5 Déchets

Toutes dispositions sont prises à l'intérieur de toutes les activités de l'établissement afin de :

.../...

- Limiter la production de déchets.
- Connaître et contrôler les flux de production des déchets ainsi que l'évolution de leurs caractéristiques.
- Assurer autant que possible la valorisation des déchets et limiter au minimum les déchets résiduels, ceux-ci seront stockés en décharge, ce, conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 modifiée en dernier lieu par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets.
- L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par son établissement dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.
- Tous les déchets sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment, il tient à jour un registre sur lequel sont consignées toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets. Il vérifie avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets, le registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un récapitulatif mentionnant la nature, le tonnage, le mode d'élimination, l'adresse du centre d'élimination est adressé trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées. Pour les déchets visés par l'arrêté du 4 janvier 1985 précité, les dates d'enlèvement et le nom du transporteur doivent être précisés, chaque enlèvement de déchets doit faire l'objet d'un bordereau de suivi.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure, sous sa propre responsabilité que les modalités d'enlèvement et de transport de ses déchets sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

- Dans l'attente de leur élimination, les déchets non réutilisés à l'intérieur de l'établissement sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Les stockages des déchets à l'intérieur de l'entreprise sont de type séparatif en fonction de la nature des déchets.

Les huiles usagées seront remises à un ramasseur ou un éliminateur agréé.

ARTICLE 5 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Les locaux ou zones à risque d'incendie et explosion seront définis, en fonction des activités réalisées, des produits utilisés, sous la responsabilité de l'exploitant.

Le tracé de ces zones devra être régulièrement mis à jour.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans les dites zones.

Les conduits véhiculant des fluides doivent être repérés à l'aide des couleurs conventionnelles.

Tous les câbles doivent être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

Dans ces zones de sécurité, toutes les parties susceptibles d'emmagasiner des charges électriques sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur.

A proximité immédiate et à l'intérieur des dépôts et ateliers, il est interdit de fumer, de faire du feu ou d'en introduire sous une forme quelconque. Ces interdictions seront affichées en caractères visibles à l'intérieur de ces dépôts et ateliers et sur les portes d'entrée.

Toutes les installations de stockage et de distribution de produits contenant des solvants font l'objet de liaisons équipotentielle et d'une mise à terre conforme aux normes en vigueur.

Les dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables.

L'établissement est aménagé de manière à éviter la naissance et la propagation d'un éventuel incendie, en particulier les aménagements suivants sont réalisés :

- des portes de secours en nombre suffisant et ouvrant sur l'extérieur sont judicieusement disposées pour permettre l'évacuation rapide du personnel en cas de sinistre.
- des exutoires de fumée d'une surface suffisante sont aménagés en partie haute de l'établissement. Les commandes pourront être automatiques ou manuelles mais facilement accessibles.

Cet établissement est pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie, en particulier l'ensemble des bâtiments est couvert par :

- des extincteurs appropriés aux risques et judicieusement disposés.
- les poteaux d'incendie du Boulevard de la Valla et de l'avenue de la manufacture.
- l'apport d'eau éventuel de la rivière Indre

Les prises d'alimentation en eau normalisées doivent être accessibles par tous temps aux engins de lutte contre l'incendie.

Les extincteurs sont maintenus dégagés et visiblement signalés.

Les coupures partielles et générales des différentes énergies sont signalées.

Les moyens de lutte contre l'incendie et toutes les installations intéressant la sécurité sont vérifiés au moins une fois par an par un technicien compétent.

En outre, les coupures gaz et électriques importantes seront repérées de façon claire par des panneaux et ou flèches d'indication.

Dans, le local «stockage de matières premières coupées avant teinture», la protection renforcée des fûts d'hydrosulfite de sodium est assurée par la mise en place d'une signalétique intérieure et extérieure appropriée et par des bardages étanches autour des fûts.

Afin d'éviter le risque d'aspersion par ignorance des produits toxiques ou corrosifs stockés dans le local «colorants», des panneaux réglementaires signalant les dangers sont mis en place. Les stocks y sont limités au maximum et les emballages fragiles sont entreposés sur une rétention.

Toute source d'ignition ou d'échauffement doit être éloignée du local de stockage de produits finis contenant des matières inflammables.

Une armoire «sécurité» est installée sous le porche. Nettement visible, elle contient les documents de sécurité et les consignes essentielles et notamment les plans de l'établissement.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX ATELIERS DE COUPE

6.1 Implantation des machines

L'ensemble des machines de coupe sera implanté à une altitude telle qu'elle ne présente pas de risque d'immersion en cas de crue de la rivière Indre.

6.2 Emissions des poussières

Toute mesure sera mise en oeuvre afin de limiter au maximum l'émission de poussières (capotage, aspersion...).

Indépendamment du respect de la réglementation concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les émissions de poussières devront être limitées de façon à ne pas dépasser $10\text{mg}/\text{Nm}^3$ dans l'air extrait du bâtiment. Le renouvellement de l'air du bâtiment devra donc être dimensionné en conséquence.

6.3 Entraînement accidentel de fibres coupées

La quantité de fibres stockées à l'intérieur du bâtiment sera limitée autant que faire se peut et ne devra en aucun cas pouvoir dépasser une quantité égale à un jour de production à une côte qui pourrait être atteinte par la rivière Indre en cas de crue.

6.4 Entretien de l'accès à l'atelier de coupe

Les accès à l'atelier de coupe seront revêtus et régulièrement entretenus de façon à permettre un accès et une évacuation aisés notamment en cas de sinistre.

6.5 Entretien des locaux

En raison de la forte propension de cette activité à produire des poussières, une attention toute

.../...

particulière sera apportée à ce que les locaux restent propres. Ils seront nettoyés suffisamment régulièrement pour éviter toute amenée de poussière à l'extérieur par les personnes y travaillant.

6.6 Coupure électrique

Une coupure générale de l'électricité est accessible en dehors de zone potentiellement submersible et clairement matérialisée. Sa position est reportée sur les plans prévus à l'article 5.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU STOCKAGE ET A L'EMPLOI DE PRODUITS TOXIQUES ET TRES TOXIQUES

7.1 Implantation - Aménagement

7.1.1 Distances d'éloignement

Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins :

- 30 m des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories et des immeubles de grande hauteur.
- 10 m des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique.

7.1.2 Interdiction d'habitations au-dessus des installations

Les installations ne doivent pas être surmontées de locaux occupés par des tiers ou habités.

7.1.3 Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme et pour l'environnement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement : pour cela un seuil surélevé d'au moins 10 cm par rapport au niveau de leur sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 5.7.

7.1.4 Cuvettes de rétention

Le stockage doit être constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 l, admis au transport. Le stockage sous le niveau du sol est interdit.

Tout stockage de produits solides ou liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 600 l, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 600 l si cette capacité excède 600 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

7.2 Exploitation - Entretien

7.2.1 Surveillance d'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés.

7.2.2 Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

7.2.3 Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

7.2.4 Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

7.2.5 Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

7.2.6 Vérification des réservoirs et récipients

Les réservoirs mobiles sont contrôlés visuellement lors de leur réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé.

Les réservoirs fixes et leurs accessoires sont contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours. Ils sont inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs).

7.3 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et de l'atelier d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

7.4 Remise en état en fin d'exploitation

7.4.1 Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

7.4.2 Neutralisation des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées. Elles sont si possible enlevées, sinon dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre,...).

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE COMPRESSION D'AIR

Les réservoirs et appareils à pression dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'UTILISATION DE MATERIELS IMPREGNES DE PCB

9.1 Implantation

Ces appareils et matériels sont installés en dehors de tout local habité ou occupé par du personnel où toutes dispositions sont prises afin d'éviter que des vapeurs accidentelles ne puissent pénétrer à l'intérieur de ces locaux.

9.2 Protection

Les appareils et le matériel sont équipés de systèmes de protection individuelle interdisant tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut.

A titre d'illustration, pour les transformateurs classés PCB, on considère que la protection est assurée notamment par la mise en oeuvre d'une des dispositions suivantes :

- Protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance.
- Mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

9.3 Mise en rétention

Ces matériels doivent être disposés sur des cuvettes de rétention étanches comme définies au paragraphe 7 de l'article 3 du présent arrêté.

9.4 Déchets souillés de PCB

Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage...) souillés de PCB ou PCT sont stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et en tout état de cause dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant devra pouvoir être en mesure d'en justifier à tout moment.

9.5 Entretien

En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prend les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liés à ces opérations.

Il doit notamment éviter :

- . Les écoulements de PCB ou PCT (débordements, rupture de flexible...)
- . Une surchauffe du matériel ou du diélectrique
- . Le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations sont réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate est mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assure également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB-PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état...). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées dans la paragraphe d) ci-dessus.

9.6 Démantèlement

En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'Inspecteur des Installations Classées, lui précisera, le cas échéant la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

9.7 Décontamination

Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable, à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par chargement de diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 50 ppm en masse de l'objet.

.../...

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie...) l'exploitant informera immédiatement l'Inspecteur des Installations Classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'Inspecteur pourra demander ensuite à ce qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux seront précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait.

L'exploitant informera l'Inspecteur de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TEINTURE :

Nom du matériel	Volume d'utilisation (litres)	Volume maxi (litres)	Nombre	Volume total maxi (litres)
cuves Then	2000	3000	4	12000
cuves Pozzi I	3000	4500	2	9000
cuves de préparation	1500	2000	2	4000
cuves Pozzi II	3000	4500	2	9000
cuves de préparation	1500	2000	2	4000
Petites Piles	3000	4000	4	16000
Petites Quantités	2000	1500	1	1500
Grandes Piles	10000	12000	4	48000
			TOTAL	103500

Ces installations sont exploitées dans des conditions permettant d'économiser l'eau. En particulier les bains de teinture ou eaux de rinçage, sont, dans la mesure du possible, réutilisés pour la confection de nouveaux bains.

Un regard placé sur l'émissaire de rejet devra permettre d'effectuer des contrôles de ces eaux. Une vanne ou un dispositif équivalent devra permettre d'interrompre le rejet en cas de pollution de ces eaux. Les eaux de refroidissement des pompes qui ne seraient pas réutilisées pourront être rejetées au réseau d'eaux pluviales sous réserve qu'elles n'aient pas subi de pollution au cours de leur utilisation.

Le sol de l'atelier est imperméable. Il est réalisé de manière à ce qu'en aucun cas, un déversement accidentel à l'intérieur des ateliers (colorants, fuite de bains de teinture ou d'eaux de rinçage...) puisse s'écouler au réseau eaux pluviales.

Les colorants sont stockés en un emplacement facilitant la récupération des produits en cas de fuite de récipient ou de déversement accidentel.

Les eaux de lavage des sols sont traitées avec les eaux résiduelles de teinture.

Chaque installation de teinture doit être munie d'un compteur d'eau sur le circuit de rinçage.

Les eaux de refroidissement sont autant que possible recyclées. La partie non recyclée des eaux de refroidissement ainsi que les eaux non polluées sont rejetées au réseau eaux pluviales.

L'évacuation des effluents provenant des installations de teinture doit respecter les dispositions prévues aux articles 3 et 4 ci-dessus.

ARTICLE 11 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION

a) Les installations de combustion doivent être équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques. Pour le calcul des caractéristiques des cheminées, les installations existantes en plusieurs points de l'usine sont considérées comme ne formant qu'une seule chaufferie.

b) Les installations de combustion sont alimentées au gaz naturel. Le remplacement de combustible devra avant changement être déclaré à M. le Préfet de l'Indre.

c) Les générateurs à fluide caloporteur, installés à l'intérieur de l'usine, sont séparés des ateliers voisins par un mur résistant au feu et ayant une hauteur minimale de 3 mètres. Le local ainsi constitué renfermant les générateurs est muni de 3 portes ouvrant dans le sens de la sortie, dans des directions différentes. Ces issues sont maintenues dégagées. Les générateurs sont équipés soit d'un dispositif d'extinction automatique, soit d'un dispositif d'extinction commandable de l'extérieur du local.

d) Les cheminées d'évacuation sont étanches, leur construction et leurs dimensions doivent assurer un tirage convenable et une bonne diffusion des gaz dans l'atmosphère, leur hauteur est telle que le voisinage n'est pas incommodé par des dégagements de gaz ou de poussières.

Pour permettre des contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation doivent être pourvus de dispositifs à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.

ARTICLE 12 - ENTREPOTS COUVERTS :

a) Les entrepôts sont implantés à une distance d'au moins dix mètres des immeubles occupés par des tiers et des établissements recevant du public.

b) Afin de permettre en cas de sinistre, l'intervention des secours, des voies utilisables par les engins de secours sont maintenues libres à la circulation sur un demi périmètre au moins des entrepôts.

c) La partie supérieure des entrepôts comporte à concurrence au moins de 0,5 % de la surface de la toiture, des éléments judicieusement répartis permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. Ces éléments à commande automatique et manuelle ont une surface calculée en fonction des produits ou matières entreposées et des dimensions des entrepôts.

Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment.

Des amenées d'air neuf doivent être assurées sur l'ensemble du volume de stockage.

d) La distance en vue directe entre deux cellules de stockage est en outre au moins de quatre mètres. Un recoupement est mis en place entre la production et la partie stockage.

e) Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément au règlement en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial. La charge des accumulateurs est effectuée dans des locaux largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation. Les véhicules stationnent à l'écart des stockages de cartons d'emballages.

ARTICLE 13 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX STOCKAGES D'ACIDES (CHLORYDRIQUE ET FORMIQUE) ET DE SOUDE CAUSTIQUE:

Les réservoirs et conteneurs de stockage doivent être construits en matériaux résistant à la corrosion et à l'action chimique du liquide emmagasiné.

Ces réservoirs sont installés de manière à permettre l'examen de leurs parois. Ils font l'objet de vérifications régulières de leur bon état.

Toute anomalie ou suintement sera immédiatement signalé et le réservoir vidangé pour réparation ou remplacement.

Les réservoirs portent en caractère apparent l'indication de leur contenu.

Les réservoirs sont à l'intérieur d'une cuvette de rétention étanche. La capacité de cette cuvette est supérieure à celle du plus grand réservoir, elle est divisée en compartiments permettant

d'éviter le mélange de produits incompatibles.

Des vêtements de protection (chaussures, tabliers, gants...) et éventuellement des masques sont laissés à proximité et maintenus en bon état.

Le personnel employé à ce stockage est initié aux risques et entraîné au maniement des matériels de protection.

ARTICLE 14 - VERIFICATIONS ET CONTROLES :

14.1 Suivi des vérifications

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

14.2 Contrôle des installations :

14.2.1 Autocontrôle des rejets d'eau résiduaire provenant de la teinture :

L'exploitant adressera chaque mois à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre les résultats de l'autocontrôle des rejets dans les réseaux d'eaux usées auquel il aura procédé au cours du mois précédent en application de l'article 4.

14.2.2 Contrôle des déchets :

A la fin de chaque trimestre, l'exploitant adressera à l'Inspecteur des Installations Classées un récapitulatif des opérations effectuées sur les déchets en application de l'article 4.

14.2.3 Contrôle des rejets atmosphériques :

Dans la première quinzaine de chaque année, l'exploitant adressera à l'Inspecteur des Installations Classées les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques en application de l'article 4.

14.2.4 Contrôles spécifiques :

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander si nécessaire, que des contrôles complémentaires concernant les rejets liquides ou atmosphériques, la composition des déchets, la nature du sol... soient réalisés. Les frais seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 15 - DELAIS

Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement applicables à l'exception de la mise en place de la rétention de l'usine qui devra être réalisée sous 6 mois et de la mise en place du contrôle des rejets d'eaux résiduaires qui devra être mis en place au 1er janvier 1998.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS DIVERSES

L'exploitant devra justifier qu'il s'est conformé aux prescriptions qui précèdent .

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve des tiers, tous moyens et voies de recours étant expressément réservés à ces derniers pour le dommages que pourraient leur causer l'établissement dont il s'agit.

« DELAIS ET VOIES DE RECOURS » : (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toute modification que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation est déposée à la mairie sera affichée à la mairie de CHATEAUROUX et inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département .

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible par l'exploitant dans l'enceinte de l'établissement.

ARTICLE 17 : Le Secrétaire Général, le maire de CHATEAUROUX, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Pour le PREFET
et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé :
Michel SPILLEMAEKER

Pour ampliation
Le directeur p.i.



Catherine JAMET